

Arrêté de convocation des électrices et électeurs pour l'élection du Conseil général de la nouvelle commune de Laténa du 21 avril 2024

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur les droits politiques, du 17 octobre 1984, et son règlement d'exécution, du 17 février 2003 ;

vu la loi fédérale sur les personnes et les institutions suisses à l'étranger, du 26 septembre 2014 ;

sur la proposition de son président,

arrête :

Article premier L'élection des 41 membres du Conseil général de la nouvelle commune de Laténa pour la période administrative 2024-2028 est fixée au dimanche 21 avril 2024.

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 2 Le scrutin sera ouvert le dimanche 21 avril 2024, dans les bureaux de vote d'Enges, d'Hauterive, de Saint-Blaise et de La Tène, de 10 à 12 heures.

Art. 3 Les Conseils communaux d'Enges, d'Hauterive, de Saint-Blaise et de La Tène désigneront les président-e-s, les vice-président-e-s et les membres des bureaux électoraux. Par ailleurs, ces derniers désigneront également trois membres chacun pour le bureau de dépouillement centralisé au bureau communal de Saint-Blaise. Le comité de fusion désignera la présidente ou le président et deux vice-président-e-s du bureau de dépouillement. Ils communiqueront la composition de ces bureaux à la chancellerie d'État jusqu'au lundi 11 mars 2024, pour publication dans la Feuille officielle.

Art. 4 ¹Les électrices et électeurs ne peuvent exercer leur droit de vote que dans la commune de leur domicile politique.

²Les électrices et électeurs sont inscrits dans la commune où ils ont leur domicile civil et où ils se sont annoncés à l'autorité.

³Celle ou celui qui dépose dans une commune d'autres papiers (certificat de nationalité, papiers provisoires, etc.) que son acte d'origine n'acquiert le domicile politique qu'à la condition de prouver qu'elle ou il n'est pas inscrit au registre des électrices et électeurs du lieu où l'acte d'origine est déposé.

⁴Peuvent se constituer un domicile politique qui ne correspond pas au domicile tel que le définit le droit civil :

- a) les personnes sous curatelle de portée générale ;
- b) les épouses ou époux qui, avec l'accord de leur conjoint, parce que la ou le juge le leur a ordonné ou que la loi les y autorise directement, résident,

avec l'intention de s'y établir, ailleurs qu'au domicile du ménage commun ;

- c) les partenaires enregistrés au sens de la loi fédérale sur le partenariat, qui, avec l'accord de leur partenaire, parce que la ou le juge le leur a ordonné ou que la loi les y autorise directement, résident, avec l'intention de s'y établir, ailleurs qu'au domicile du ménage commun ;
- d) les personnes séjournant à leur lieu de travail durant la semaine, notamment les étudiant-e-s.

Art. 5 Les électrices et électeurs peuvent également voter par correspondance au moyen du matériel qui leur est adressé personnellement par l'administration communale.

Art. 6 ¹S'ils en font la demande au bureau électoral, les électrices et électeurs âgés, malades ou handicapés, peuvent exercer leur droit de vote à leur lieu de résidence, pour autant que celui-ci se trouve dans leur commune politique, jusqu'au dimanche matin 21 avril 2024, à 11 heures.

²Les électrices et électeurs que des infirmités empêchent d'accomplir eux-mêmes les actes nécessaires à l'exercice de leur droit de vote, peuvent se faire assister, à leur domicile ou au local de vote, par deux membres au moins du bureau électoral.

Art. 7 Sont électrices et électeurs en matière communale, s'ils sont âgés de 18 ans révolus :

- a) les Suissesses et les Suisses domiciliés dans la commune, s'ils ne sont pas, en raison d'une incapacité durable de discernement, protégés par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'incapacité ;
- b) les Suissesses et les Suisses de l'étranger lorsqu'ils en ont fait la demande à la commune, s'ils sont originaires de celle-ci ou s'ils y ont eu leur domicile, à moins qu'ils ne soient déjà enregistrés dans une autre commune suisse ;
- c) les étrangères et les étrangers ainsi que les apatrides domiciliés dans la commune qui sont au bénéfice d'une autorisation d'établissement en vertu de la législation fédérale et qui ont leur domicile dans le canton depuis au moins un an.

Art. 8 Toutes les électrices et tous les électeurs communaux sont éligibles dans la circonscription électorale où ils sont électrices et électeurs.

B. ÉLECTION DU CONSEIL GÉNÉRAL

Art. 9 Les partis politiques ou groupes d'électrices et électeurs qui élaborent une liste sont tenus de la déposer au secrétariat communal de Saint-Blaise au plus tard jusqu'au lundi 26 février 2024, à midi.

Art. 10 ¹Chaque liste doit indiquer :

1. la dénomination exacte du parti ou du groupe, dénomination qui doit se retrouver sur les bulletins électoraux ;

2. les nom et prénoms des candidates et candidats, leur profession, leur adresse exacte, leur éventuel mandat politique, leur date de naissance et leur origine (pour les signataires les nom, prénoms, date de naissance et adresse exacte).

²Les listes ne doivent pas contenir plus d'une fois le nom d'une candidate ou d'un candidat.

³Les listes doivent comporter au moins quatre candidatures.

⁴Chaque liste est pourvue, par le secrétariat communal de Saint-Blaise, d'un numéro d'ordre qui doit figurer sur le bulletin.

⁵Toutes réclamations concernant les dénominations doivent être adressées immédiatement à la chancellerie d'État.

Art. 11 Chaque liste doit contenir la signature manuscrite d'au moins trois électrices et électeurs domiciliés dans la commune de Laténa. Elle doit porter en tête une dénomination et le numéro d'ordre qui la distingue des autres listes. Aucune électrice ni aucun électeur ne peut signer plus d'une liste de candidatures. Il ne peut pas retirer sa signature après le dépôt de la liste.

Art. 12 Les signataires de la liste de candidatures désignent un-e mandataire ainsi que sa ou son suppléant. S'ils ne le font pas, la ou le signataire dont le nom figure en tête est considéré comme mandataire et le suivant comme suppléant. Le mandataire, ou en cas d'empêchement, son suppléant, a le droit et le devoir de donner, au nom des signataires de la liste et de manière à les lier juridiquement, toutes les indications permettant d'éliminer les difficultés qui pourraient se produire.

Art. 13 ¹Toute électrice ou tout électeur proposé comme candidat peut décliner sa candidature par une déclaration écrite, adressée au secrétariat communal de Saint-Blaise au plus tard jusqu'au lundi 4 mars 2024, à midi. Dans ce cas, le nom est biffé d'office et la ou le mandataire a la possibilité de présenter une candidature de remplacement jusqu'au mercredi 6 mars 2024, à midi.

²La proposition de remplacement doit être accompagnée d'une déclaration écrite de la nouvelle candidate ou du nouveau candidat acceptant sa candidature.

Art. 14 L'élection ayant lieu sous le régime de la représentation proportionnelle, il est interdit de porter en liste plus de candidatures qu'il y a de sièges à pourvoir. Les candidatures désignées en surplus à la fin de la liste sont retranchées d'office par le Conseil communal de Saint-Blaise. Le nom d'une candidate ou d'un candidat ne peut figurer que sur une seule liste.

Art. 15 Le cumul n'est pas admis.

Art. 16 ¹Si les candidates et candidats ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).

²Le Conseil d'État rapportera l'arrêté de convocation des électrices et électeurs.

Art. 17 ¹La chancellerie d'État et les Conseils communaux d'Enges, d'Hauterive, de Saint-Blaise et de La Tène sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

²Le présent arrêté sera publié dans la Feuille officielle.

Neuchâtel, le 20 décembre 2023

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
A. RIBAUD

La chancelière,
S. DESPLAND